

Les Burundais peinent à trouver un consensus sur la CNTB

RFI, 25 juin 2013
 Burundi : l'introuvable réforme des terres et des biens
 Le gouvernement du Burundi cherche depuis plusieurs mois à reformer la Commission nationale des terres et autres biens (Cnab), chargée de régler les conflits fonciers nés des différentes crises qui ont frappé ce pays, alors que son travail clive de plus en plus la société, sans y parvenir. Ce lundi 24 juin, la présidence a voulu recueillir une adhésion la plus large possible à son projet et a convié plus de 250 personnalités issus des partis politiques, du Parlement, et de la société civile, à participer à un atelier dans la capitale burundaise.

Les débats ont duré plus de 7 heures à Bujumbura, 11 heures au lieu des 7 prévues au départ, et à la fin, le rapporteur de cet atelier a lu pendant une dizaine de minutes un document qu'il a présenté comme celui des recommandations issues de ces discussions. Mais le problème, c'est que la société civile burundaise, ainsi que les partis issus de la minorité tutsi contestent cette version des faits. « Il n'y a pas eu consensus », explique Vital Nshimirimana, directeur général d'ONG qui regroupe quelques 200 associations. « Ça ne va pas dans le sens de la conciliation parce que dans les débats qui ont mené on a vu que ce qui intéresse beaucoup plus le parti Cnab-FDD au pouvoir, c'est la restitution (des terres) parce qu'on veut plaire aux rapatriés ». « Difficile de forger un consensus » Dans le camp de la majorité hutu, on retrouve la quasi-totalité des centaines de milliers de personnes qui avaient fui ce pays, on dit exactement le contraire. « Lorsque les gens voient les choses avec leurs lunettes ethniques, regrette Saturnin Coyiremeye, de l'ONG Initiative et changement-Burundi, c'est difficile de forger un consensus si rapidement. Mais quand même, la tendance générale est que les gens comprennent que la conciliation n'est possible qu'après avoir restitué le bien en danger aujourd'hui, c'est que l'on constate que cette fracture se prolonge jusqu'au plus haut sommet de l'Etat, entre le président hutu Pierre Nkurunziza, et son premier vice-président Tence Sinunguruza, issu du principal parti tutsi, l'Uprona.